

Le Bonnet Rouge

QUOTIDIEN DU SOIR

5 centimes. — PARIS ET DEPARTEMENTS. — 5 centimes

Rédaction et Administration : 16, rue du Croissant, Paris

Rédaction et Administration : 16, rue du Croissant, Paris

Table with columns: ABONNEMENTS, Paris, Départements, Union Postale, and rates for 3 months, 6 months, 1 year.

RÉDACTEUR EN CHEF :

Miguel ALMEREYDA

Les Annonces sont reçues à l'Administration du Journal

Adresse Télégraphique : BONNETROUGE-PARIS

ADMINISTRATEUR : Paul RAOULT

LA JOURNÉE DÉCISIVE L'ATTITUDE DES PUISSANCES

L'Attente de l'Europe

UNE JOURNÉE DÉCISIVE

Malgré le pessimisme général, il y a encore des chances de paix. --- L'état des hostilités. --- L'attitude des puissances

La Situation

Aucune détente encore. Une leur d'espoir cependant a créé cette nuit les lourds nuages noirs qui s'amoncelent sur le ciel de l'Europe.

Sur un trottoir, voici que quelques femmes accumulent des paquets, guettant un voiture.

Quartier de l'Ecole Militaire. Les rues sont muettes. Devant un grand mur, une claire sonnerie retentit, bientôt répétée un peu partout.

Revenons vers le centre. Rue Con-Héron, la Caisse d'épargne est littéralement assiégée.

A côté, la Banque. Là, c'est presque la cohue, mais la cohue joyeuse, éclairée par la bonne humeur de Gavroche.

Des agents, des gardes municipaux maintiennent la foule, sans brusquerie. Rue de la Banque, un écriteau : « Ne doit entrer par cette porte que les personnes demandant le change des billets pour une somme de dix mille francs ou plus. »

Revenons au Croissant. Voici nos amis les camelots, ces messagers qui portent dix fois par jour, à travers la capitale, l'espoir ou l'angoisse.

Le journaux du soir, pour satisfaire les Parisiens qui demandent des nouvelles pressées, ont fait, ont tous fait un très grand nombre d'éditions spéciales.

Comme dans toutes les situations critiques, un côté comique se présente, de-ci, de-là. Des Belges, venus à Paris en excursion, ne trouvent pas à dépenser leur argent.

Un finit tout de même par leur dénichier de la monnaie et le sourire renaît sur leur bonne figure flamande.

Dans les Campagnes

L'angoisse a gagné la campagne. Elle s'est appesantie sur elle, surtout depuis hier matin. Jusque-là les nouvelles de Paris étaient venues presque avec scepticisme.

les paysans précipitamment terminent les moissons. Le monnaie est en effet la chose dont on s'occupe le plus en ce moment.

Hier soir, un ordre est venu dans les villages. On est passé chez les habitants pour prévenir que les chevaux doivent être prêts en cas de mobilisation.

Très vite les vacances ne soient pas troublées pour tous ces petits !

Dépêches particulières

En Autriche-Hongrie

Budapest, 31 juillet. — La voix guerrière de toute la presse, les discours des réactionnaires, et la domesticité de quelques chefs ont produit leurs effets.

Malgré la campagne guerrière de la presse, il nous parvient des nouvelles défavorables au parti guerrier.

Le matin, un soldat serbe a tiré sur son capitaine sans l'atteindre et a été fusillé.

La population manifeste ses sentiments pacifistes, mais toute voix anti-guerrière est réduite au silence.

Le préfet de police ayant refusé d'arrêter le multi-millionnaire Dungsersky, des troupes se sont produites. L'armée a été obligée de tirer sur la foule.

L'Autriche-Hongrie mettrait pas les armes moyennant 200 millions

Semlin, 31 juillet. — La nouvelle que le chef d'envoyé et à exactement deux jours concernant les conditions que l'Autriche-Hongrie impose pour cesser les hostilités est aujourd'hui publiée dans le journal officieux A. E. Est, la source qui m'a donné cette information avant sa publication.

Dans la matinée de mercredi dernier, il y a eu une réunion au Ballplatz sous la présidence du chancelier. Les ministres de la guerre et des finances et le chef d'état-major austro-hongrois étaient présents.

immédiatement une indemnité de guerre de deux cents millions de francs. Voilà les paroles que ce journal prête au comte de Berchtold.

En Belgique

(De notre correspondant particulier)

LES CLASSES RAPPELÉES 100.000 HOMMES SOUS LES ARMES

Bruxelles, 30 juillet. La déclaration de la guerre a naturellement causé une grosse émotion dans toutes les provinces belges, mais particulièrement dans les provinces de la frontière et à Bruxelles et Anvers, centres de la vie commerciale.

LES FORTS DE LA LIGNE DE LA MEUSE SONT MIS EN ETAT DE GUERRE

Depuis mardi matin, les forts de la ligne de la Meuse, de Liège et de Namur ont été mobilisés. Ces garnisons ont pris possession de leurs locaux et les batteries sont mises en état de défense.

LES PONTS DE LA MEUSE SONT MINES

Depuis mercredi, le service du génie prépare le minage des ponts de la Meuse, à Liège, etc. Les tunnels de la Vesdre et le viaduc de Dolhain sont également minés.

LES PRECAUTIONS EN VUE DE LA MOBILISATION

Par ordre ministériel, l'administration des Chemins de fer interdit l'utilisation des wagons à marchandises fermés.

L'ARMÉE AUX FRONTIÈRES

Toutes les mesures, en vue de l'établissement de l'armée aux frontières sont prises. Jusqu'à présent le service des patrouilles et de la surveillance est fait par les douaniers et la gendarmerie renforcée.

LE MALAISÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Par suite de la hausse du blé, le malaisé économique ne fait que s'accroître. A Bruxelles, la Bourse est fermée.

Dernières Nouvelles

Sous toutes réserves

Berlin, 31 juillet. — La « Deutsche Tageszeitung » croit savoir de source sûre que la rupture des négociations diplomatiques entre la Russie et l'Autriche est maintenant un fait accompli.

FRANÇOIS-JOSEPH CONFÈRE

Vienne, 31 juillet. Suivant les journaux de ce matin, le comte Berchtold, ministre des Affaires étrangères, le général de Kroatina, ministre de la Guerre, et le général Conrad de Hotzenroth, chef d'état-major général de l'armée, ont été reçus hier après-midi par l'empereur.

En Allemagne

Berlin, 31 juillet. Le départ de Hambourg du paquebot Imperator, de la Cie Hamburg-America, qui devait avoir lieu aujourd'hui, a été annulé.

UN CROISIERE AUTRICHIEN REJOINT L'ESCADRE ALLEMANDE DANS LES MERS DE CHINE

Shanghai, 31 juillet. Le croiseur autrichien Kronprinzessin Elisabeth a rejoint l'escadre allemande à Tsing-Tau.

DES MESURES DE PRECAUTION

Les Allemands continuent à rassembler des corps d'armée sur nos frontières et à armer leurs places fortes.

En Angleterre

Londres, 31 juillet. Un Conseil de cabinet a eu lieu aujourd'hui, à une heure, à Downing Street.

En Espagne

Barcelone, 31 juillet. Des groupes importants de manifestants ont parcouru hier les principales rues de la ville en acclamant la Serbie.

Conseil des Ministres

Les ministres et sous-secrétaires d'Etat se sont réunis ce matin en conseil, à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré.

Terrible accident d'auto

Mort du prince Henri de La Tour-Auvergne-Lauraguais. Le prince Henri de La Tour-Auvergne-Lauraguais, accompagné de son frère, le prince Charles, se rendait hier à son château de Lorris, dans une automobile conduite par le chauffeur Valentin Marchand.

En raison des événements extérieurs, LE BONNET ROUGE publiera tous les jours, à 4 heures, une EDITION SPECIALE, qui tiendra les lecteurs au courant de la situation.

On trouvera dans notre édition ordinaire, à 4 ou 6 pages, notre feuille littéraire et notre page sportive donnant les résultats complets des courses et les dernières nouvelles.

LE BONNET ROUGE est composé en commandite par une équipe d'ouvriers syndiqués.

LE GERANT : LEON BAYLE. IMPRIMERIE DE LA PRESSE. 28, rue du Croissant, Paris. — V. SIMART, imp.

La Journée

FAITS & MÉFAITS DIVERS

EN BANLIEUE

Les dangers du pistolet

Deux jeunes gens, Georges Malleson, âgé de dix-neuf ans, et Adrien Sureau, âgé de quatorze ans, apprentis bouchers, tous les deux, s'amusant à Bièvre, avec un pistolet automatique qui venait d'être acheté. Adrien Sureau montrait à son camarade le fonctionnement de l'arme, qu'il ne croyait pas chargée.

Soudain, il appuya sur la gâchette, et la balle partit, atteignant Malleson au ventre. C'est au milieu des plus atroces douleurs que le malheureux expira peu après.

EN PROVINCE

A LYON

Un appel du maire

Le maire de Lyon a jugé opportun de faire afficher sur les murs de la ville, la proclamation suivante :

« Mes chers Concitoyens, « Les événements actuels ont provoqué dans la population lyonnaise une émotion facile à comprendre. Dans une pareille situation, le devoir évident des pouvoirs publics est de ne pas épargner aucun effort pour assurer le maintien de la paix. Aucune mesure pouvant prévenir une catastrophe ne sera négligée, mais le devoir certain d'une grande population comme la nôtre, pacifique et laborieuse, est de faciliter par son calme l'action des pouvoirs publics. « Dans les circonstances présentes, tout désordre, toute agitation, irreflexion, ne pouvant que créer des complications dangereuses et compromettre la cause de la paix. « Votre municipalité fait donc appel au sang-froid de tous les citoyens pour collaborer au maintien de l'ordre public. Quels que soient les événements, vous pouvez avoir l'assurance que rien ne sera omis de ce qui peut être fait pour vous protéger et vous aider. « Signé : HENRIOT, Sénateur du Rhône, maire de Lyon. »

A BREST

Une manifestation grandiose a été organisée par les groupes socialistes. Le maire de la ville y assistait. Les manifestants ont parcouru la ville aux cris de : « Vive la paix ! »

L'Ouverture de la Chasse

Le Journal Officiel annonce que l'ouverture de la chasse est fixée au samedi 15 août, jour de l'Assomption, pour la première zone, comprenant les départements suivants : Basses-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardèche (partie), Ariège, Aude, Bouches-du-Rhône, Corse, Drôme (partie), Gard (partie), Haute-Garonne, Gironde, Hérault, Landes, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales (partie), Var et Vaucluse.

Aucune décision ne sera prise avant quelques jours pour les autres zones, car on attend, au ministère de l'Agriculture, des renseignements complémentaires sur l'état des récoltes et des couvées, retardées en beaucoup de régions par le mauvais temps.

LES CONGRÈS

LIBERA-PENSO

A l'occasion du dixième Congrès universel d'espéranto qui va se tenir à Paris, du 2 au 9 août, la Société internationale des Libres-Penseurs espérantistes « Libera Pensio », donnera dans la salle des Cercles

La Patrie en danger

Sous ce titre, la Guerre Sociale publie ce matin un article de Gustave Hervé, dont nous extrayons les passages suivants :

Oh ! la journée affolante que nous venons de vivre au chevet de la paix agonisante.

A l'énerverement avait succédé l'affolement, la panique.

Et en nous couchant ce soir, nous nous demandons si ce sera pas pour demain.

La guerre ! La guerre au vingtième siècle ! L'horreur ! la honte !

J'ai dans l'oreille les sanglots de ma vieille mère, dont l'un des fils sera à la frontière au premier jour, et à cette heure horrible, toutes les mères de France, toutes les mères d'Allemagne, toutes les mères d'Europe sont ma mère. Et leurs fils sont mes frères. Et les enfants de leurs fils sont mes enfants.

Tout à l'heure, il me semblait que la terre elle-même, la terre couverte de maisons et d'arbres, se soulevait avec des sanglots.

Voilà huit ans que nous, les socialistes de toute l'Europe, nous nous faisons traiter de sans-patrie et de traîtres pour avoir voulu empêcher cette abomination. Nous nous sommes jetés, comme des fous, à la tête des chevaux emportés qui traînaient l'Europe vers le gouffre ; nous avons été renversés, nous avons été piétinés et le char de la guerre poursuit sa course folle aux abîmes.

Faut-il redire une fois de plus pour qu'on le redise aux soldats et aux officiers qui, là-bas, l'arme au pied, forment nos troupes de couverture, qu'ils veillent sur la frontière sans arrière-pensée ; personne ne leur tirera dans le dos pendant qu'ils font face à la caste militaire prussienne et autrichienne, personne.

Ici, tous nous avons rayé de notre Internationale le mot de généraux.

Et notre Internationale, ainsi expurgée, quel est ce qu'elle dit au fond, sinon ce que disait la Marseillaise que nous pérorions tant il y a 120 ans ?

Amis socialistes, amis syndicalistes, amis anarchistes, qui n'êtes pas seulement l'avant-garde idéaliste de l'humanité, mais qui êtes encore le nerf et la conscience de l'armée française, la patrie est en danger ! La patrie de la Révolution est en danger !

Gustave Hervé.

A propos d'Hansi

Notre rédacteur en chef a reçu de notre collaborateur André Gybal, la lettre suivante :

Mon cher ami, Demain paraîtra, dans les Hommes du Jour, un article sur Hansi.

LES ETRANGERS EN CAS DE GUERRE

Quelle serait leur situation ?

C'est cette question si intéressante que tranche notre collaborateur M^r André Berthon

Une déclaration de guerre entraîne à côté du bouleversement social une série de situations juridiques nouvelles. Les étrangers habitant en France se demandent avec inquiétude quels seraient leurs droits si l'éventualité tragique se produisait.

Je laisse de côté leurs devoirs ; ils dépendent de leur situation militaire dans le pays dont ils sont les sujets ; de leur situation de santé, de famille ; ils sont personnellement à chacun d'eux ; quelques-uns laisseront famille et fortune pour voler au secours de l'Etat envahi, et ils sont nombreux à en juger par l'exode des étrangers des pays slaves ; d'autres qui le voudraient ne le pourraient pas par suite d'une proscription politique, d'une condamnation par contumace ; d'autres enfin chercheraient dans une sécurité momentanée et dans une absence heureuse le moyen de se fier sans dommage d'une situation dangereuse.

Je dirai simplement les droits des étrangers. Les travaux des juristes à ce sujet particulièrement l'ouvrage savant de M. Bonfils, les conférences internationales les ont depuis longtemps précisés.

Il faut distinguer en cas de guerre entre les étrangers amis et les étrangers sujets des états ennemis.

Par étrangers amis j'entends les sujets des puissances alliées ou neutres. Leurs conditions de séjour restent ce qu'elles étaient auparavant. Ils restent astreints simplement comme d'habitude aux lois de police et de sûreté comme des nationaux de l'Etat dans lequel ils se trouvent. S'ils sont commerçants ou pour leur intérêt de commercer avec les sujets de l'Etat belligérant ; leurs marchandises pourraient être arrêtées aux frontières.

La situation des étrangers sujets d'un Etat ennemi est beaucoup plus complexe ; en général les traités de commerce stipulent un délai dans lequel les étrangers doivent partir. Cette règle est très ancienne. Louis XIV, par une proclamation du 1^{er} février 1696 accorda aux Anglais un délai de trois mois pour se retirer. Si elle fut violée par Napoléon qui, en 1803, déclara prisonnier de guerre tous les Anglais de 18 à 60 ans qui résidaient en France, il ne faut pas oublier que ce fut par suite de représailles, de la saisie de vaisseaux français opérée dans la baie d'Antenne par des navires anglais sans déclaration de guerre préalable.

Ce qui prouve que les lois de la guerre ne sont guère respectées et que chaque cas particulier entraîne une règle particulière

si les Chambres étaient dans l'impossibilité de le faire.

Le Conseil municipal de Paris et le Conseil général de la Seine ne seraient plus alors que des assemblées délibérantes.

Il est probable que les officiers de réserve sont officiers de réserve ou de territoriale.

Citons : MM. Maurice Quentin, Robaglia, Lalou, Duval-Arnould, César Caire, docteur Calmès, d'Andigné, Merlin, Emile Massard, Badini-Jourdin, Rollin, Fleuret, Pierre Quentin-Bauchart, Lagache, Adrien Oudin, André Payeur, Fillion, Petitjean, Delavigne, Etienne Oudin, Lajarrige, Desvaux, Dormoy, Jean Morin, Grangier, Vanne, Sellier, Flancette et Loyau.

LES GRENCES

Les créances de toutes sortes doivent même en cas de guerre être réglées, il n'y aurait qu'une loi spéciale qui pourrait en suspendre le cours en raison des difficultés du moment. Cependant le commerce au comptant ne pourrait être arrêté en aucun cas.

SI L'HEURE DE LA GUERRE SONNAIT...

La nouvelle de la mobilisation traverserait la France comme la flamme se répand sur une aire arrosée de poudre.

On connaîtrait probablement la nouvelle avant que les clairons aient sonné la générale, et que les affiches blanches aient fait entendre leurs bruits.

Voilà l'ordre d'appel.

LES GRENCES

Les créances de toutes sortes doivent même en cas de guerre être réglées, il n'y aurait qu'une loi spéciale qui pourrait en suspendre le cours en raison des difficultés du moment. Cependant le commerce au comptant ne pourrait être arrêté en aucun cas.

SI L'HEURE DE LA GUERRE SONNAIT...

La nouvelle de la mobilisation traverserait la France comme la flamme se répand sur une aire arrosée de poudre.

On connaîtrait probablement la nouvelle avant que les clairons aient sonné la générale, et que les affiches blanches aient fait entendre leurs bruits.

Voilà l'ordre d'appel.

Mieux vaut prévoir...

CE QUI SE PASSERAIT A PARIS EN CAS DE MOBILISATION

On ne saurait trop le répéter : il n'est pas question de mobilisation. Pour grave que soit le péril, il est encore permis d'espérer qu'il sera écarté.

Il convient donc de ne pas s'affoler, de ne pas s'inquiéter, de ne pas se troubler, et pour ce qui concerne les Parisiens, de ne pas laisser la population parisienne.

C'est donc d'un point de vue purement documentaire que nous publions les renseignements qui suivent.

On sait mal, à Paris, ce qui se passerait en cas de mobilisation. Il n'est pas sans intérêt de le dire :

LE RAVITAILLEMENT

Les plus grandes précautions viennent d'être prises par l'administration militaire. Ces mesures tendent à compléter l'approvisionnement de Paris dans le plus bref délai.

Il a été reconnu qu'une réserve de 100.000 quintaux de farine était nécessaire, pour deux semaines, pendant la mobilisation qui durerait probablement 21 jours, la population parisienne ne manquant pas de pain.

MM. Clément, président du Conseil général, et Le Marchand, vice-président du Conseil municipal ont entretenu à ce propos M. Delanney, préfet de la Seine.

Il est maintenant acquis que la quantité de 100.000 quintaux de farine est assurée à la Ville de Paris.

LE PRIX DU PAIN

M. Vêrat, président du Syndicat national de la boulangerie, a répondu aux questions posées au sujet du prix du pain en cas de guerre :

« La récolte des blés français approchant, et il n'est pas le grain peut-être renté, ce n'est pas le prix du pain qui sensiblement augmentera. « Si cela devait se produire, ce ne serait qu'après quelque temps, lorsque la demande serait trop forte, cependant, même à ce moment-là, je ne crois pas que le prix du pain soit très élevé. »

L'ETAT DE PARIS

En cas de mobilisation l'état de siège ne serait sans doute pas ordonné de suite.

Le service d'ordre resterait assuré par la police municipale, qui n'est pas mobilisée, dirigée par les préfets de la Seine et de police.

Les agents seraient armés d'un fusil et s'ils n'ont pas de fusil, ils n'auraient pas de fusil.

Des hôpitaux seraient installés un peu partout dans Paris où des infirmiers volontaires se tiendraient à la disposition de l'autorité militaire.

Les femmes et enfants laissés sans ressources par les hommes valides mobilisés, seraient recueillis dans des asiles où ils seraient l'abri et la nourriture assurés.

Les hommes non valides, ayant dépassé l'âge de mobilisation ou ne l'ayant pas encore atteint, seraient employés, dans le camp retranché de Paris, à la distribution des vivres.

LES SERVICES DE LA VILLE

Toutes précautions sont prises pour que les services municipaux ne souffrent pas en cas de conflit.

Les réservoirs d'eau potable environnant Paris, de même que les sources, sont dès maintenant gardés militairement.

Les services du gaz et de l'électricité sont aussi assurés. Les moulins de Corbeil sont à la disposition de l'autorité militaire, et au moindre événement ils seraient militaires.

Les véhicules des diverses Compagnies de transports seraient employés aux transports nécessaires par la mobilisation.

LES MOBILISABLES DU CONSEIL MUNICIPAL

Parmi les membres du Conseil municipal de Paris, au nombre de quatre-vingts, il en est trente qui devraient partir, si la guerre était déclarée.

Selon la loi de 1871, les Conseils généraux se réuniraient en Assemblées natio-

A l'Étranger

EN ALLEMAGNE

Double suicide

Nous avons annoncé que la crise politique internationale que nous subissons actuellement commence à créer l'état de désespoir qui aboutit aux suicides.

Un banquier de Potsdam, M. Eugène Bisber, ayant perdu plus de 300.000 francs à la suite de difficultés financières, s'est empoisonné avec sa femme dans un hôtel de Berlin.

La Question de l'Ulster

Elle est ajournée par suite de la crise politique internationale

Londres, 31 juillet.

Le premier ministre a fait à la Chambre des communes une déclaration fort importante en annonçant que la discussion de la loi d'amendement au Home Rule serait ajournée.

Nous traversons dit M. Asquith, une crise d'une gravité unique. La guerre et la paix sont dans les plateaux de la balance et nous courons le risque d'une catastrophe dont il est impossible de calculer les conséquences. Il est d'une importance capitale pour le monde entier, en un tel moment, que notre nation, qui n'a pas d'intérêt directement en jeu, présente un front uni, afin de pouvoir parler et agir avec toute son autorité.

Le premier ministre a eu une longue entrevue avec le leader de l'opposition, qui partage son opinion. Il a donc proposé l'ajournement de la discussion sur l'amendement-Bill, dans l'espoir que le patriotisme de tous les partis contribuerait dans la mesure du possible à détourner, ou tout au moins à endiguer les calamités qui menacent le monde.

M. Bonar Law a répondu qu'en un moment où même ceux qui ignorent les secrets diplomatiques sont alarmés, il était de la plus grande importance de déclarer nettement que, quelles que puissent être les dissensions intérieures, elles devaient être écartées. Il est reconnaissant au premier ministre d'abandonner toutes les questions susceptibles de faire naître une controverse de partis. M. Bonar Law ajoute qu'il parle tant au nom du parti

Autour du Conflit

DANS L'AVIATION

Un groupe d'aviateurs en renom a adressé au ministre de la guerre la note suivante :

Les pilotes suivants, qui font tous partie du groupe des aviateurs fondé par eux : Roland Garros, Edmond Audemars, Eugène Gilbert, Maurice Chevallier, Marc Pourpe, docteur Espanet, Gaubert, Péquet, Bill, Molla, Biélocuc, Maurice Prévost, Baudry, Rose, René Vitarot, ont l'honneur de vous informer qu'ils se mettent à votre disposition avec leurs appareils en cas de guerre. Ils croient être susceptibles, grâce à leur expérience, de pouvoir rendre d'utiles services à la France, à laquelle ils seraient heureux de donner leur existence si le fallait. Ils sollicitent le faveur de pouvoir continuer d'être utilisés, qu'ils agissent pour la gloire et la grandeur du pays, de façon à continuer à lutter de conserve dans la guerre comme ils le font dans la paix.

DANS LA MARINE MARCHANDE

Les navires marchands seraient réquisitionnés en cas de conflit.

Les Messageries Maritimes et les Chargeurs Réunis mettraient à la disposition du gouvernement une trentaine de navires.

Bien entendu, ces bâtiments ne pourraient pas entrer en ligne de compte comme unités de la marine de guerre, ce pendant il en est comme les trois derniers paquebots de la Compagnie Transatlantique, la France, la Provence et la Lorraine qui ont été construits en conséquence et qui seraient transformés immédiatement en croiseurs.

DANS LE COMMERCE

Certaines maisons de commerce de Paris ont été obligées d'organiser un service très sérieux pour empêcher des désordres.

Dernièrement, l'on riait en parlant des « godillots ». Eh bien ! maintenant, il paraît, de grandes quantités de brodequins réglementaires.

A LA BOURSE DE COMMERCES

A la Bourse de Commerce, les marchés des farines, huiles, alcools, sucres, ont été suspendus à cause de la tension politique.

Jusqu'à nouvel ordre, les transactions sont arrêtées.

Pour le commerce courant, les cours sont maintenus aux cotes fixées par les Chambres syndicales.

C'est sur ces bases que seront liquidées les affaires qui restent sur le marché.

LA BANQUE DE FRANCE

ET LA SITUATION

Au point de vue financier, la population française a cru devoir prendre quelques précautions que nous jugeons inutiles.

Les billets de banque de 500 francs, en circulation sont plus rassurants et son numéraire est plus suffisant pour tranquilliser l'opinion publique.

Au 23 juillet elle s'élevait, en effet, à la somme de 4,744 millions de francs. Il y avait en circulation pour 5,811,906,000 fr. La différence de 1,341,084,000 francs existant entre ces deux chiffres était gagée par les valeurs en portefeuille d'escompte.

Actuellement la Banque, qui a 4 milliards d'or dans ses caisses, livre la monnaie qui lui est réclamée par le public en échange des billets.

LES COUPURES DE 20 ET 5 FRANCS

La loi du 29 septembre 1871 autorise d'ailleurs les coupures de 20 francs et de 5 francs ; ainsi les billets actuels ne courent aucun risque de dépréciation.

La Banque de France a mis ce matin en circulation les coupures qu'elle avait depuis plusieurs années, ainsi les transactions commerciales vont être facilitées et peut-être, le public deviendra-t-il plus raisonnable.

Quant à la monnaie d'argent, elle conservera sa valeur, cela nous a été assuré par le ministre des Finances, et d'autant plus que certaines nations comme la Suisse, la Belgique, acceptent notre monnaie d'argent et qui plus est la recherchent.

DU CALME

La presse républicaine est unanime à recommander le calme. C'est avec sang-froid que nous devons attendre les nouvelles.

Surtout pas d'embellissement, préparons-nous, mais cependant ne provoquons pas

organisée de l'Ulster qu'un nom du parti unioniste.

Ces déclarations ont naturellement causé un véritable soulèvement dans tous les milieux et tendent à confirmer la rumeur persistante d'un arrangement qui interviendrait finalement dans la question de l'Ulster arrangement fait de concessions multiples.

La Presse anglaise

Londres, 31 juillet.

La presse anglaise est généralement assez pessimiste.

Tous les journaux disent que la Grande-Bretagne s'emploiera énergiquement jusqu'à la dernière minute en vue du maintien de la paix, mais que, si la guerre continentale éclate, elle fera tout son devoir de tout cœur.

Les journaux libéraux, de même que les unionistes, approuvent unanimement les accords conclus entre le gouvernement et l'opposition à l'égard du Home Rule.

« C'est, dit la Daily Chronicle, un bel exemple d'unité intérieure en face du danger extérieur. Pour le moment, le patriotisme éclaire la présence sur les partis. »

Le Daily Telegraph écrit :

« Si l'heure présente, tout gouvernement responsable de la sécurité de 440 millions de sujets qui ne mettrait pas sa maison en ordre commettrait un crime contre l'humanité. Aujourd'hui, le Foreign Office a la conviction que toute politique particulière doit disparaître devant l'intérêt du Royaume-Uni et de l'Empire britannique qui, avec ses immenses ressources, a une autorité incontestable. En cette occasion, le cabinet libéral aura l'appui unanime, moral et financier, du parti unioniste. »

Le Morning Post :

« Sir Edward Grey dans la crise actuelle n'a rien à craindre des unionistes, qui feront usage de l'influence dont ils disposent dans le pays pour fortifier le gouvernement impérial dans ses relations étrangères. L'Angleterre remplira toutes ses obligations à l'égard de ses amis. »

Si les libéraux du continent étaient égarés par une seule puissance prépondérante ou par un groupement de puissances, tout le monde sent ici que nos libertés ne pourraient survivre longtemps »

Le Mouvement social

A L'IMPRIMERIE NATIONALE

La commission ouvrière de l'imprimerie nationale, émue par la situation actuelle, vient d'adresser à ses adhérents la note suivante :

Il apparaît nettement à notre organisation ouvrière que la situation matérielle et morale de tout le personnel ouvrier est menacée.

Nous délégués, demain comme hier, sont prêts à prendre toutes leurs responsabilités. Il vous appartient enfin de prendre les vôtres.

Les réformes péniblement arrachées au Parlement sont coupées en morceaux par une administration antiouvrière. Mal appliquées, elles tendent à devenir pratiquement un véritable danger pour vos salaires.

Les dames sont particulièrement invitées à la réunion. Adhérents et non adhérents, nous vous convions encore à une assemblée générale extraordinaire, ce soir, vendredi 31 juillet, à 7 h. 15, rue de Bretagne, 49, avec le concours des camarades Dudilleux, du Syndicat typographique de l'impression ; A. Villeval, des Correcteurs ; Cézard, du Syndicat typographique.

Compte rendu de l'audience ministérielle ; application de la semaine anglaise ; le répercussion sur les salaires ; la mise en application du projet des presses.

Les Réunions

POUR LA PAIX

Les réunions et meetings de ce soir

1^{ère} et 2^{ème} section. — Salle Renault, 104, rue Saint-Honoré. Orateurs : les citoyens Percœur et Parmentier.

3^{ème} section. — Ce soir, à 8 heures et demie, Maison des Syndicats, 76, rue Montfard, Orateurs : les citoyens Gaston Lévy, Eug. Grenier, F. Albertin.

4^{ème} section. — Salle de la Porte-Dorée, 275, avenue Daumesnil, avec le concours des élus du Parti socialiste et de délégués de la Fédération.

5^{ème} section et Jeunesse du 1^{er}. — Maison des Syndicats, 117, boulevard de l'Hôpital, avec le concours des citoyens Jean Colly, E. Deslandres, docteur Navarre, Jégou, Sauvé, Lévy.

6^{ème} section. — Salle de la Maison des Syndicats, rue Camborne, Orateurs : les citoyens P. Aubriot, E. Levasseur, députés, assistés des délégués de la C. G. T. et de membres de la section.

7^{ème} section et Jeunesse du 1^{er}. — Préfet école Jean-François Lépine, Orateurs : les citoyens Marcel Cachin, député ; Sellier, conseiller municipal, et des camarades de l'Union des Syndicats et du Parti socialiste.

8^{ème} section, Combat. — Aux Trois-Pavillons, 39, rue Bolivar, Orateurs : les citoyens Flancette, conseiller municipal ; Goldschied, Rambaud, Sigrist.

9^{ème} section, Villette. — A l'Egalitaire, 49, rue de Flandre, à 8 heures et demie, Orateurs : les citoyens L. conseiller municipal ; Pécidisti, Cappelletti.

Champigny. — Salle des fêtes de la mairie, Orateurs : Albert Thomas, député, et plusieurs membres du Parti socialiste.

Charenton et Maisons-Alfort. — Salle des fêtes de la mairie, Orateurs : les citoyens Maygros, député ; Cuillerier.

Pontenay-sous-Bois. — Salle Robert, rue du Moulin, avec le concours des citoyens Poncelet, député, Rousselot, Gautier, Beuchard.

Neuilly-sur-Seine. — 5, rue d'Orléans, Orateurs : les citoyens André Morizot, Jules Ehrly et les membres de la section.

Dernière Heure

Reprise des conversations entre la Russie et l'Autriche

Londres, 31 juillet. — Dans les milieux diplomatiques, on a reçu aujourd'hui la nouvelle de la reprise des conversations entre l'Autriche et la Russie, qui avaient été suspendues il y a un jour ou deux.

(L'Information.)